



Communiqué de la CGT Finances Publiques 33

CSAL-FS du 23/09/2025

Ce mardi 23 septembre, la **CGT Finances Publiques 33** était appelée au même titre que les autres organisations syndicales à siéger en seconde convocation à la Formation Spécialisée du CSAL.

Ces derniers mois, nous avons décidé de boycotter ces instances pour deux raisons :

- d'une part, l'instabilité politique de ce pays et les pseudo-consultations menées par un gouvernement sourd aux revendications réclamant plus de justice fiscale et sociale qui incite la CGT Finances Publiques à rentrer dans l'action et la mobilisation ;
- d'autre part, en réaction au CSAL-FS du 16 avril dernier où la Présidente avait eu des propos qui nous avaient choqués sur la mise en cause déontologique des agents posant des congés/ponts « interdits » par les chefs de service (cf. communiqué intersyndical pour rappel).

L'ordre du jour du CSAL-FS de ce 23 septembre appelait à donner un avis sur le procès-verbal de celui du 16 avril dernier.

Nous avons donc fait un retour (furtif) en instance ce jour afin de nous assurer que les propos tenus par la Présidente soient repris dans son exactitude et qu'il soit bien fait mention que les organisations syndicales ont quitté la séance suite à ces propos.

Pour information, une fois l'avis rendu, ce procès-verbal est transmis et conservé à notre direction générale à Bercy, d'où notre vigilance sur la reprise exacte des propos.

La direction n'ayant pas eu le temps de prendre en compte nos observations renvoyées tardivement en amont de ce CSAL-FS, le vote est reporté à une prochaine instance.

Dès lors, la **CGT Finances Publiques 33** a décidé de quitter la séance estimant à ce jour que le dialogue social est rompu.

Pour autant, la **CGT Finances Publiques 33** reste pleinement mobilisée et préfère consacrer du temps à vous écouter et à vous aider, notre absence aux instances ne nous empêche pas d'être présent pour vous et d'intervenir auprès de la direction si besoin.

Vous trouverez ci-joint la déclaration liminaire que nous avons lue en séance.

Vos représentants **CGT Finances Publiques 33**
à la Formation Spécialisée du CSAL,
Stéphane Joly et Laurent Gadal-Moraud.



Déclaration liminaire **de la CGT Finances Publiques 33**

CSAL-FS du 23/09/2025

Monsieur le Président,

Avec plus d'un million de manifestant.es dans plus de 250 manifestations, et des centaines de milliers de grévistes dans le privé et le public, la mobilisation unitaire de jeudi 18 septembre est une grande réussite. Il s'agit de la plus forte participation à une mobilisation sociale depuis le mouvement contre la réforme des retraites en 2023, et elle envoie un avertissement clair au gouvernement : la colère sociale se renforce !

Cette journée donne un prolongement à la dynamique qui avait débuté le 10 septembre dernier. Cela confirme l'exaspération profonde du pays face à la stratégie de passage en force menée sans relâche par le chef de l'État, au service des plus riches et des grandes entreprises.

Face à l'autoritarisme et à la violence sociale, la lutte continue ! Le Président Emmanuel Macron et son nouveau premier ministre Sébastien Lecornu doivent immédiatement enterrer le musée des horreurs du projet de budget Bayrou et répondre aux exigences sociales. Nous voulons un autre budget pour répondre aux urgences sociales, environnementales, mettre à l'ordre du jour la justice fiscale, dégager des moyens pour nos services publics et abroger la réforme des retraites !

Plus que jamais, l'heure est à l'action. Le gouvernement affaibli ne peut plus ignorer la colère, elle est là, elle est légitime, elle grandit. La balle est désormais dans le camp du Premier ministre.

Lors de sa rencontre avec lui le 15 septembre dernier, la CGT a posé des questions très précises au Premier Ministre sur ses orientations de politique générale et de budget et a finalement obtenu très peu de réponses. La CGT lui a donc attribué la note de 1/20, grâce au renoncement de la suppression des 2 jours fériés, c'est dire s'il y a encore du chemin à faire pour parvenir à un apaisement du mouvement !

Forte de cette dernière journée d'actions, l'intersyndicale se retrouvera pour décider très rapidement d'une nouvelle journée de grève et de manifestations si d'ici le 24 septembre, le Premier ministre n'a pas répondu aux revendications de l'intersyndicale.

En parlant d'apaisement, vous nous voyez ce jour face à vous après une période pendant laquelle nous avons décidé de ne pas vous rencontrer en réaction aux propos que la Présidente a pu avoir lors de la Formation Spécialisée du 16 avril dernier et que l'ensemble des représentants des personnels avait quitté. Un dialogue « social » qui n'en a que le nom ne nous intéresse pas et nous préférons déployer notre énergie à aller à la rencontre de nos collègues et à mobiliser pour créer le rapport de force qui visiblement est le seul moyen pour vous faire comprendre combien certaines situations, certaines paroles, certaines décisions ne sont pas tolérables.

Ainsi, si nous revenons aujourd'hui à la table, c'est bien parce qu'à l'ordre du jour de la séance, il est prévu de donner un avis sur le procès-verbal de cette formation spécialisée du 16 avril qui a été rédigé et que nous voulons voir apporter certaines modifications et ajouts afin que cela traduise plus fidèlement cette séance.

La **CGT Finances Publiques 33** n'ira pas au-delà de ce seul point, nous préférons continuer à être au contact de nos collègues et à vous alerter sur les problèmes qu'ils vivent quand ils nous le demandent.